

COMMUNIQUE DE PRESSE

**Bonne nouvelle: Le parlement européen vote la loi anti-déforestation**  
**Greenpeace Afrique y voit une réelle bouffée d'oxygène pour les communautés**  
**autochtones et la riche biodiversité du Bassin du Congo.**



**Yaounde/Kinshasa 20-09-2022** - Le parlement européen a adopté ce mardi 13 septembre une loi interdisant l'importation dans la zone de l'Union Européenne des produits issus de la déforestation. Une large majorité de députés européens a soutenu la proposition, avec 453 voix pour, 57 voix contre et 123 abstentions.

En clair, ce qui va changer avec l'adoption de cette nouvelle loi est que désormais, l'on ne pourra plus importer des produits dans la zone union européenne si jamais ils sont issus de la déforestation. Le projet de loi qui comprenait au départ l'huile de palme, le soja, le café, le bois etc. a vu la liste se rallonger avec l'intégration du Caoutchouc. Une

victoire pour Greenpeace Afrique ainsi que plusieurs autres organisations de la société civile qui avaient milité en faveur de l'adoption de cette loi, mais surtout pour les communautés locales et les peuples autochtones dans le bassin du Congo, qui souffrent de la déforestation massive par l'industrie du caoutchouc.

***“En août 2021, nous avons organisé une manifestation pacifique en face du siège de l’Union Européenne au Cameroun pour demander l’intégration du caoutchouc dans la liste des commodités devant figurer sur la loi. La prise en compte de cette demande est une victoire pour les populations autochtones dont le bien-être est constamment bafoué par les agro-industries au profit de la culture desdits produits”***, affirme Ranece Jovial Ndjeudja, Responsable de la Campagne Forêt chez Greenpeace Afrique. ***“Greenpeace Afrique espère que l’Union Européenne va plus tard voter également une loi qui s’oppose aux facilités financières qui sont accordées à ces agro-industries par des banques européennes”***, poursuit-il.

Il faut aussi noter que les députés européens ont voté en faveur de l'inclusion de mesures visant à garantir que les entreprises respectent les normes et standards internationaux en matière de droits de l'homme. Pour Ranece Jovial Ndjeudja, cela implique ***“ le Parlement européen a entendu et répondu favorablement aux cris d’alarme des communautés locales en général et des peuples autochtones en particulier dont il n’est plus à démontrer que la vie est étroitement liée à la forêt”***.

Cette loi tombe à pic parce qu’elle est adoptée au moment où, dans le Sud du Cameroun, Sudcam a détruit un peu plus de 11 000 ha de forêt pour planter de l'hévéa et [Camvert](#) continue de raser 40 000 ha de forêt pour y planter du palmier à huile, au mépris total des impacts désastreux sur les vies des communautés autochtones riveraines et de la biodiversité. Greenpeace Afrique demande aux autres leaders du monde de suivre le modèle de l’UE. ***“Greenpeace Afrique demande à tous les dirigeants du monde, qui se réunissent au cours de grands événements en vue de contrer le changement climatique, de prendre des décisions qui accordent la***

***priorité au bien-être des communautés et de la planète***”, conclut Ranece Jovial Ndjeudja.

CTA: [Cliquez ici pour donner une seconde vie aux forêts du Bassin du Congo](#)

**Luchelle Feukeng**

**Chargée de la Communication, Greenpeace Afrique**

**Email : [lfeukeng@greenpeace.org](mailto:lfeukeng@greenpeace.org)**

**Téléphone: : +237 656 46 35 45 (WhatsApp)**